

OBSERVATOIRE PLURIANNUEL DES ENJEUX
SOCIOPOLITIQUES ET SÉCURITAIRES
EN AFRIQUE ÉQUATORIALE ET
DANS LES ÎLES DU GOLFE DE GUINÉE



*Projet financé par le Ministère de la Défense
de la République française
Délégation aux Affaires Stratégiques*



Jeunesse, classes moyennes et transition démographique et politique en Afrique équatoriale et centrale

Table des matières

INTRODUCTION.....	4
I – JEUNESSE ET ÉMERGENCE DES CLASSES MOYENNES.....	5
II – TYPOLOGIE ET CARACTÉRISTIQUES DES CLASSES MOYENNES.....	7
III –DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE ET DÉFIS DE LA TRANSITION POLITIQUE EN AFRIQUE CENTRALE.....	9
A) Le dividende démographique.....	9
B) Les défis de la transition politique.....	13
CONCLUSIONS.....	18



Carte des dix pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (source : [TDRP](#))

INTRODUCTION

Avec près de 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, en 2012, l'Afrique représente de loin la population la plus jeune du monde¹. Les moins de 15 ans représentent quant à eux 45 % de la population d'Afrique centrale. Et, selon les estimations, le nombre de jeunes en Afrique devrait doubler d'ici 2045. Cette population jeune² est non seulement de plus en plus nombreuse, mais son niveau d'instruction progresse également. D'après les tendances actuelles, 59 % des 20-24 ans auront reçu un enseignement secondaire en 2030, contre 42 % actuellement. Cette tranche d'âge comptera 137 millions de diplômés du secondaire et 12 millions de diplômés de l'enseignement supérieur³.

De plus en plus urbanisée, mieux informée et ouverte aux dynamiques culturelles transnationales, la jeunesse africaine constitue l'un des pôles de contestation et de questionnement de l'ordre institutionnel dans l'ensemble du continent et dans la sous-région d'Afrique centrale. Frange la plus touchée par la fracture socio-économique – les jeunes représentent 60 % de l'ensemble des chômeurs africains⁴ – la jeunesse est potentiellement « instrumentalisable » dans les conflits internes de pouvoir, mais reste aussi un acteur porteur d'innovations sociales.

Entre 2000 et 2008, la population africaine en âge de travailler (15-64 ans) est passée de 443 millions à 550 millions, soit une hausse de 25 %. Si cette tendance se maintient, la main-d'œuvre du continent représentera un milliard de personnes en 2040, et sera la plus nombreuse au monde, dépassant celle de la Chine et de l'Inde⁵.

Toutefois, si l'Afrique ne parvient pas à créer suffisamment d'opportunités économiques et d'emplois pour cette population en pleine croissance, cette tendance pourrait aussi induire des risques et des menaces pour la cohésion sociale et la stabilité politique. C'est l'une des leçons des bouleversements politiques survenus en Afrique du Nord au cours du printemps 2011, et passés à la postérité sous l'appellation de « Printemps arabes »⁶. Des manifestations populaires sans précédent, portées notamment par les couches sociales jeunes, exigeant une transparence et une responsabilisation politique accrues, ainsi que des meilleures opportunités économiques, ont finalement eu raison de régimes autocratiques en Tunisie, en Égypte et en Libye.

Au-delà de l'affirmation de la jeunesse comme acteur sociopolitique majeur, les pays africains ont connu dans l'ensemble une croissance économique soutenue, au cours de ces dix dernières années, entraînant de profondes mutations sociales parmi lesquelles l'émergence d'une classe moyenne dynamique.

Selon le FMI, le PIB moyen par habitant dépassera les 2 000 dollars (1 389 euros) dans 22 pays subsahariens, en 2015. Ce niveau de revenu constitue le seuil à partir duquel le comportement des

1. L'emploi des jeunes, *African Economic Outlook*, 2012.

2. Le concept de jeunesse est une réalité fluctuante. Pour les Nations unies, la population des jeunes est constituée des personnes âgées de 15 à 24 ans, tandis que l'Agence intergouvernementale de la francophonie situe cette population dans la tranche d'âges comprise entre 15 et 30 ans.

3. Idem.

4. « *Jeunesse africaine : bombe à retardement ou opportunité à saisir ?* », *Afrique Renouveau*, mai 2013.

5. *African Economic Outlook*, *op. cit.*

6. « *Afrique : révolutions au Nord, incertitudes au Sud* », *Afrique Renouveau*, août 2011.

gens s'orientent vers l'acquisition d'autres biens de consommation, en plus de ceux dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins élémentaires⁷.

De plus, avec le temps, une classe moyenne qui gagne en importance a de plus fortes chances de remettre en cause les politiques autocratiques qui caractérisent une grande partie des pays depuis des décennies.

Le propos de cette note est d'évaluer, pour le cas particulier des pays de l'Observatoire, dans quelle mesure la classe moyenne ainsi que les acteurs issus de la jeunesse s'inscrivent dans une logique de renouvellement du champ politique, donc de contestation de l'accaparement des prébendes par les familles dirigeantes, ou au contraire composent avec un système largement clientéliste mais stable.

I – JEUNESSE ET ÉMERGENCE DES CLASSES MOYENNES

Selon une étude⁸ publiée par la Banque africaine de développement (BAD) en avril 2011, plus d'un tiers de la population africaine, soit 350 millions de personnes sur le milliard que compte le continent, ferait aujourd'hui partie des classes moyennes. C'est presque l'équivalent des classes moyennes que comptent les puissances émergentes comme la Chine et l'Inde⁹.

Ces classes moyennes africaines, qui représentaient 34 % de la population en 2010, devrait compter jusqu'à 1,1 milliard de personnes d'ici 2060, soit 42 % de la population africaine¹⁰. Jeune, urbaine, bénéficiant parfois d'un emploi stable, cette population émergente est en passe de devenir le principal ressort du développement du continent.

Pour nombre d'analystes, cette évolution portée par deux décennies de croissance économique soutenue, représente un tournant historique. En effet, en dépit de disparités socio-économique persistantes, cette croissance économique africaine s'est accompagnée d'une réduction relative de la pauvreté, mais aussi d'une hausse des dépenses de consommation liée à l'essor de cette classe moyenne en pleine expansion¹¹.

Estimées à quelques 680 milliards de dollars annuels en 2008, les dépenses de consommation de la classe moyenne s'élèveraient d'ici 2030 à 2 200 milliards de dollars, soit environ 3 % de la consommation mondiale¹². Le continent africain pourrait ainsi compter davantage sur sa demande intérieure pour soutenir son essor économique et conforter du même coup son indépendance.

L'émergence des classes moyennes constitue donc un enjeu politique majeur. Pour les analystes de la BAD, « *la classe moyenne est un indicateur de développement à moyen et à long terme, en partie parce que sa croissance est fortement associée à une réduction plus rapide de la pauvreté. Dans une région avec un nombre important de pauvres dans le monde, cette association offre une opportunité pour les pays de la région de traduire la récente et impressionnante croissance dans une réduction significative de la pauvreté par la mobilisation des politiques appropriées* »¹³.

7. « [Ces classes moyennes qui font changer l'Afrique](#) », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

8. [The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa](#), Banque africaine de développement, avril 2011.

9. Elizabeth Dickinson, *Middle Class Africa*, *Foreign Policy*, 6 mai 2011.

10. Idem.

11. « [Le miracle africain](#) », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

12. Elizabeth Dickinson, *op. cit.*

13. [The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa](#), Banque africaine de développement, avril 2011.

La classe moyenne représente en définitive un levier essentiel pour le rééquilibrage des économies africaines notamment par un recentrage des priorités sur la demande intérieure et par la réduction de leur dépendance à l'égard des exportations. La classe moyenne africaine est une source essentielle pour la croissance du secteur privé sur le continent, dans la mesure où elle représente une grande partie de la demande effective de biens et de services fournis par le secteur privé.

Les bénéfices de l'existence d'une classe moyenne ne se limitent cependant pas au seul champ économique, son essor constitue également un important facteur de développement politique. L'avènement d'une catégorie sociale mieux informée, mieux éduquée et plus sûre d'elle-même, ouvre en principe les perspectives d'une plus grande stabilité et d'une plus grande transparence de la vie politique et économique. Les observations empiriques suggèrent en effet l'existence d'une certaine corrélation entre l'affirmation des classes moyennes et l'impulsion en faveur d'une meilleure gouvernance, en plus du lien reliant la croissance économique et la réduction de la pauvreté¹⁴.

Il semble par ailleurs que les individus issus de la classe moyenne tendent plus souvent à tirer parti de leur assise socio-économique pour exiger davantage de redevabilité des gouvernants, ainsi que le respect de la primauté du droit et une plus grande quantité et qualité des services publics¹⁵.

Il n'est dès lors pas surprenant que les habitants des deux pays comptant le pourcentage le plus élevé du continent de citoyens appartenant aux classes moyennes – la Tunisie (89,5 %) et l'Égypte (79,7 %) – se soient rebellés contre leurs régimes jugés corrompus et incompetents.

Toutefois, en dépit de cette embellie économique, liée notamment aux réformes institutionnelles, mais aussi à la demande accrue de produits primaires – minerais et minéraux, pétrole, gaz naturel, produits agricoles non transformés – notamment par les pays émergents, l'étude la BAD rappelle que l'Afrique reste marquée par la pauvreté, avec 60 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour.

Dans ce contexte en mutation, il convient cependant de souligner que le rôle des jeunes ne se limite pas à leur poids démographique. La jeunesse africaine est aussi le relais des innovations technologiques liées à la révolution numérique et dont le développement bouleverse déjà des pans entiers des économies et pourrait aussi impacter la gouvernance en Afrique¹⁶. Tablant sur les perspectives ouvertes par les usages multiples de la téléphonie mobile, des jeunes entrepreneurs africains initient divers projets tournés vers la résolution de problèmes locaux, dans les domaines de la santé, de l'agriculture, du développement durable¹⁷ ou de la gouvernance.

L'exemple du logiciel Ushaidi mis au point à l'initiative d'une jeune juriste kenyane, Ori Okello, est une illustration de la portée des innovations numériques pour le champ de la gouvernance en Afrique. Ce logiciel, disponible en sources ouvertes, permet de collecter et de diffuser des données informatives et de les cartographier dans une perspective de prévention des violences et violations des droits ainsi que de la gestion des crises.

Créé dans le contexte de la crise post-électorale de 2007 au Kenya pour collecter les témoignages de violence envoyés par e-mails et SMS, ce logiciel a depuis été amélioré, pour être utilisé par

14. « [Ces classes moyennes qui font changer l'Afrique](#) », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

15. *Ibidem*.

16. « [Les enjeux colossaux d'Internet et de la téléphonie mobile en Afrique](#) », *RFI*, 19 septembre 2013. Le marché de la téléphonie mobile représente une source de revenus considérable pour les États, et génère 7 % des recettes fiscales totales de l'Afrique subsaharienne.

17. « [High Tech : le top 10 des innovations africaines](#) », *Jeune Afrique*, 17 mars 2014.

nombre de projets similaires. Au Nigeria, le logiciel a été par exemple utilisé pour traquer la fraude lors du dernier scrutin en 2011. À contrario, le blocage des sites internet en Guinée équatoriale, à la veille des élections législatives et municipales de mai 2013, est un exemple de la portée politique de l'accès à l'information face au monopole d'États autocratiques¹⁸.

II – TYPOLOGIE ET CARACTÉRISTIQUES DES CLASSES MOYENNES¹⁹

Selon la terminologie de la BAD, les classes moyennes dans le contexte africain sont constituées de personnes disposant d'un revenu journalier situé entre 2 et 20 dollars (entre 1,4 et 13,9 euros). La notion recouvre cependant des situations disparates, contrastées selon les pays et les régions. La Tunisie, le Maroc et l'Égypte sont les pays ayant les classes moyennes les plus importantes en Afrique, elles représentent respectivement 89,5 %, 84,6 % et 79,7 % de leur population. Au Cameroun, au Congo-Brazzaville et au Gabon, les classes moyennes représentent respectivement, 39,2 %, 31,4 % et 75,4 % de la population.

Cependant, la classe moyenne africaine est loin d'être homogène. Elle peut être divisée en trois sous-catégories : la classe moyenne supérieure, qui gagne entre 10 et 20 dollars par jour ; la classe moyenne intermédiaire, dont les revenus oscillent entre 4 et 10 dollars par jour et enfin la classe moyenne flottante, qui dispose d'un pouvoir d'achat de 2 dollars journaliers.

Cette dernière catégorie est de loin la plus importante : elle représente près de 60 % de l'ensemble de la classe moyenne et se caractérise par une très grande vulnérabilité. Au moindre choc économique ou accident de la vie (perte d'un travail, décès d'un membre de la famille, etc.), les personnes peuvent basculer dans la pauvreté. C'est notamment le cas de la situation tunisienne, où environ la moitié de la classe moyenne se trouve dans la catégorie de la classe flottante. Envisagée sans la sous-catégorie de la classe flottante, la classe moyenne tunisienne ne représente plus que 45,6 % de la population. De même, les classes moyennes camerounaise, congolaise et gabonaise amputées des classes flottantes ne représentent plus que 16,1 %, 8,8 % et 37,8 % de la population.

La classe moyenne supérieure et intermédiaire est généralement constituée de salariés d'entreprises privées ou parapubliques, de commerçants ou de patrons de petites et moyennes entreprises (PME). Cette classe moyenne est généralement plus instruite, et se concentre géographiquement dans les zones urbaines ou le long des côtes. En termes d'actifs, cette classe moyenne est également associée à la possession de biens de consommation durables, tels que réfrigérateurs, téléphones, voitures, etc. Les familles issues des classes moyennes ont par ailleurs tendance à avoir de moins en moins d'enfants et à dépenser davantage pour leur alimentation et leur instruction. Pour l'accès à la santé ou à l'éducation, ces classes moyennes ont tendance à éluder les services publics et à privilégier les établissements privés, généralement plus onéreux.

18. « [Guinée équatoriale : RSF condamne la "censure" sur Internet avant les élections](#) », *Jeune Afrique*, 14 mai 2013.

19. Toutes les données chiffrées de cette section sont issues de l'étude de la *Banque africaine de développement* : [The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa](#), BAD, avril 2011.

Dans la sous-région d'Afrique centrale, la gentrification²⁰ de différents quartiers des métropoles aux noms pittoresques est l'un des effets perceptibles de cette émergence de nouvelles classes moyennes. Quelques signes majeurs permettent ainsi de reconnaître la classe moyenne supérieure au **Cameroun** : sa prédilection pour certains quartiers résidentiels (Bonanjo à Douala ; Bastos, Koweït city, Odza et Santa Barbara à Yaoundé) ; le caractère somptueux des résidences ; l'importance du parc automobile ; le choix des espaces d'approvisionnements alimentaire et vestimentaire, etc.

Toutefois, avec l'opération Épervier²¹ entamée en 2004, la classe moyenne bourgeoise (constituée des agents publics) tend à disparaître au profit d'un nouveau groupe constitué des opérateurs économiques et des descendants des grandes familles bourgeoises du Cameroun (Familles Kadji, dont le père est maire de Bana ; Fadil, dont l'un des fils est maire à Douala et l'autre, Président du conseil d'administration de l'Agence de la norme et de la qualité (ANOR) ; Mukete, dont le père est sénateur ; Muna, dont l'une des filles est ministre ; Hayatou, dont l'un des fils est secrétaire d'État ; Fouda, dont l'un des fils est ministre, etc.). Ces grandes familles sont les principaux bailleurs du parti au pouvoir²².

Au **Congo-Brazzaville**, la nouvelle classe moyenne se reconnaît également par son mode de vie. À Brazzaville par exemple, les quartiers Plateaux des 15 ans, Centre-ville, Poto-Poto et Moundali sont reconnus comme des quartiers résidentiels haut de gamme. L'émergence de cette nouvelle classe bourgeoise est aussi liée à l'instauration d'un système oligarchique, où les enfants des responsables politiques ou encore des jeunes nommés à des hautes fonctions sont soupçonnés par une certaine partie de l'opinion de se livrer au pillage des deniers publics. La fille du président, Claude Ikia Sassou Nguesso, est ainsi propriétaire de plusieurs biens fonciers. Plusieurs jeunes issus des classes moyennes sont par ailleurs attirés par les ordres maçonniques. Les représentants de la nouvelle classe moyenne sont également à la tête de la plupart des sociétés publiques et privées. Depuis le lancement de la municipalisation accélérée²³ dans le pays en 2005, la plupart des sociétés créées appartiennent à la classe moyenne. Il en va de même pour les chaînes de télévisions et radios (DRTV, Top TV, MN TV). Les conseils d'administration de sociétés comme la Société nationale des pétroles du Congo ou la Délégation générale des grands travaux sont tenus par la nouvelle élite.

Au **Gabon**, les classes moyennes sont composées de fonctionnaires, ainsi que de cadres d'entreprises du secteur privé. On les reconnaît, eux aussi, à leur mode de vie. Ils ont la capacité d'organiser des weekends entre amis ou en famille, dans les localités huppées proches de Libreville comme le Cap Esterias, le Cap Lopez, le Parc national d'Akanda ou encore la Pointe Denis. Ce sont également elles qui fréquentent les salons de thé de grand standing en expansion dans le pays, notamment à Libreville et Port-Gentil depuis 2011. Contrairement à la majorité des Gabonais qui effectuent ses courses dans les marchés populaires tels que Mont-Bouet, PK 8, Lalala et autres, les populations appartenant à la classe moyenne remplissent les enseignes telles que Score, Mbolo, Prix Import, Geant Ckdo, San Gel et autres. Elles sont également en général propriétaires de véhicules de grandes marques de seconde main importés de Dubaï.

20. « Embourgeoisement », phénomène urbain par lequel des arrivants plus aisés s'approprient un espace initialement occupé par des habitants moins favorisés, le transformant peu à peu en une zone exclusive d'une couche sociale nantie.

21. Opération de lutte contre les détournements des deniers publics.

22. « Cameroun : les grandes familles », *Jeune Afrique*, n° 2634 du 3 au 9 juillet 2011, p. 23-29.

23. Il s'agit d'un programme de construction d'infrastructures routières et d'équipements publics dans les communes rurales et les villes moyennes.

Leurs enfants ont accès à des loisirs et fréquentent des écoles privées et dans la plupart des cas, les lycées et collèges français. Ils habitent pour la plupart dans les nouveaux quartiers en plein essor comme les Agondjè, et d'autres plus anciens mais tout aussi huppés comme Batterie IV, Trois Quartiers, Louis, Okala, pour n'en citer que quelques-uns.

Bien qu'elle constitue potentiellement un formidable levier pour l'avenir de l'Afrique, l'émergence de ces nouvelles classes moyennes, dont la fragile catégorie flottante, pose toutefois un formidable défi aux dirigeants du continent, dans le domaine de l'éducation, des infrastructures, de la diversification et l'organisation de l'économie, mais surtout celui du partage des richesses. Deux facteurs seront déterminants pour une transformation de cette potentialité en une dynamique structurelle durable : la concrétisation du dividende démographique et la contribution effective de ces nouvelles classes à la transition politique.

III – DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE ET DÉFIS DE LA TRANSITION POLITIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

À l'instar de l'ensemble du continent, les pays de la sous-région d'Afrique centrale sont confrontés au défi de créer suffisamment d'emplois pour soutenir le rythme de la croissance économique, et absorber la population en âge de travailler, en particulier le nombre croissant de jeunes. Entre 2000 et 2008, près de 73 millions d'emplois ont été créés en Afrique, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT) ; toutefois, seuls 16 millions de ces emplois visaient les 15-24 ans²⁴. Par conséquent, nombre de jeunes Africains sont sans emploi – près de 60 % des chômeurs du continent – ou, plus fréquemment, en sous-emploi dans le secteur informel, où la rémunération est faible. Dans la plupart des pays africains, le taux de chômage des jeunes est ainsi deux fois plus élevé que celui des adultes.

A) Le dividende démographique

La surreprésentation des populations jeunes dans nombre de pays en développement est éminemment liée aux taux de fécondité élevés, ainsi qu'à l'amélioration constante des taux de survie infantile. Le concept de dividende démographique désigne l'accélération de la croissance économique, consécutive à une baisse rapide de la fécondité d'un pays ainsi qu'à l'évolution ultérieure de la structure par âge de la population, sous l'effet d'investissements stratégiques dans la santé, l'éducation, la politique économique et la gouvernance²⁵. Le « dividende démographique » est aujourd'hui l'élément central du débat sur l'émergence économique africaine.

En effet, avec moins de naissances chaque année, la population en âge de travailler d'un pays augmente par rapport à la population jeune et dépendante. Une population active plus nombreuse et moins de jeunes à charge représentent, pour un pays, l'opportunité d'investir davantage dans l'amélioration des services de santé et la qualité de l'éducation, de renforcer la productivité économique par des investissements dans la technologie et les compétences²⁶.

24. [L'emploi des jeunes](#), *African Economic Outlook*, 2012.

25. [Qu'est-ce que le dividende démographique ?](#) *Population Reference Bureau*, août 2013.

26. Lori S. Ashford, [La population jeune en Afrique : risque ou opportunité ?](#) *Population Reference Bureau*, 2007.

L'expérience des pays émergents d'Asie ou d'Amérique latine, comme le Brésil, illustre cette trajectoire associant des politiques de réduction de la fécondité, l'amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation, la création d'emplois et la mobilisation des investissements étrangers, avec un effet d'entraînement sur l'accélération de la croissance économique²⁷.

Les pays africains se trouvent à des stades différents du processus, et la plupart à l'étape où il s'agit d'initier ou d'accélérer la baisse de la fécondité. Bien que les pays d'Afrique centrale enregistrent des progrès notables avec le recul de la mortalité infantile et une baisse relative du taux de natalité, la réflexion sur le dividende démographique et les stratégies de transition démographique est encore toute récente dans la sous-région²⁸.

27. Pedro C. Chadarevian « Un développement économique et social sans précédent », in Questions internationales n° 55, mai-juin 2012, *La Documentation française*.

28. « [Émergence du Cameroun : la proposition des démographes](#) », *Journal du Cameroun*, 31 mars 2014.

Tableau synthétique de données socio-économiques

	Cameroun	
	2000	2013
Croissance du PIB	4,40%	4,60%
Taux de natalité (pour 1000 habitants)	36,6	36,58
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances)	70,87	55,1
Taux de fécondité	4,88	4,82
Taux d'alphabétisation	68%	71%
Pourcentage de la pop. < 15 ans	45%	43%

	Congo-Brazzaville	
	2000	2013
Croissance du PIB	3,70%	5,80%
Taux de natalité (pour 1000 habitants)	38,61	36,59
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances)	101,55	59,34
Taux de fécondité	5,6	4,73
Taux d'alphabétisation	78%	83,80%
Pourcentage de la pop. < 15 ans	42%	43%

	Gabon	
	2000	2013
Croissance du PIB	1,20%	5,50%
Taux de natalité (pour 1000 habitants)	27,6	34,64
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances)	96,03	47,03
Taux de fécondité	3,73	4,49
Taux d'alphabétisation	63%	89%
Pourcentage de la pop. < 15 ans	41%	41%

	Guinée équatoriale	
	2000	2013
Croissance du PIB	18,20%	-4,90%
Taux de natalité (pour 1000 habitants)	38,13	33,83
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances)	94,83	71,12
Taux de fécondité	4,93	4,66
Taux d'alphabétisation	81%	94%
Pourcentage de la pop. < 15 ans	43%	39%

(Source : Africa Economic Outlook, Banque mondiale, UNDP 2000 report)

Le Cameroun a mené en 2012 une enquête sur la situation de son dividende démographique, dont les résultats ont été publiés récemment²⁹. Selon les principales conclusions de l'étude, la démographie camerounaise ne présente pas encore toutes les conditions nécessaires pour bénéficier du dividende démographique. Outre un taux de natalité élevé, le ratio de dépendance – qui est l'un des indicateurs majeurs de l'atteinte de la fenêtre de l'opportunité démographique – reste élevé au Cameroun et se situe autour de 95 %, soit un niveau deux fois supérieur à celui observé dans les pays émergents qui ont su tirer profit du dividende démographique³⁰.

À l'instar du Cameroun, les dynamiques démographiques des autres pays de l'Observatoire ne permettent pas d'envisager d'effets perceptibles sur le changement de la structure de la population par âges avant 2050, et ce en dépit des inflexions positives enregistrées par ces pays³¹.

C'est en effet sur une période de 30 ans que la Tunisie, dont la trajectoire est l'une des plus représentatives du continent africain, a connu une transition menant au dividende démographique ; entre 1970 et 2000, la fécondité est passée de 6,2 à 2 naissances par femme et la mortalité des enfants de moins de 5 ans est passée de 181 à 17 décès pour 1 000 naissances vivantes. Pendant la même période de temps, le revenu national brut par personne est passé de 874 USD à 2 146 USD (en dollars constants de 2000)³². En 2011, la trajectoire tunisienne a cependant échoué sur la sclérose d'un modèle de gouvernance de type patrimonial, qui entravait toute redistribution des ressources sur une base transparente, ainsi que les possibilités de mobilité sociale, pour les jeunes générations notamment³³.

Une stratégie résolue de réduction du niveau de fécondité, des réformes structurelles répondant aux défis de la surreprésentation des jeunes, seront déterminantes pour espérer atteindre un ratio de dépendance plus favorable par les pays d'Afrique centrale. Les autres conditions sont relatives aux politiques d'éducation, de santé et de promotion de l'emploi en général, mais particulièrement de l'emploi des jeunes.

Les pays de la sous-région de l'Afrique centrale se sont en attendant dotés d'ambitieux programmes d'action visant l'émergence économique à l'horizon 2020-2025³⁴. Les profonds changements sociaux et économiques que suppose cette entreprise, notamment la nécessité de diversification des structures économiques largement dépendantes du secteur primaire, inspirent cependant quelques réserves quant à la possibilité de concrétiser de tels enjeux sur une seule décennie³⁵.

29. [Étude sur les conditions de bénéfice du dividende démographique au Cameroun](#), UFGA, 2013.

30. Étude sur les conditions de bénéfice du dividende démographique au Cameroun, *op. cit.* p. 32. Le ratio de dépendance démographique désigne le rapport entre l'effectif des individus qui dépendent des autres pour leur vie quotidienne et l'effectif des individus en mesure d'assumer la charge des individus dépendants.

31. Voir Martin De Wulf, [Visualization of the population pyramids of the world, based on the United Nations data](#), Pyramides des âges pour le monde entier de 1950 à 2100.

32. [Initier le dividende démographique en atteignant une baisse de la fécondité](#), Population Reference Bureau, mars 2013.

33. [L'Afrique et le printemps arabe : une nouvelle ère d'espairs démocratiques](#), Rapport spécial du CESA n° 1, novembre 2011.

34. Voir note n° 9 Géopolitique du pétrole dans la CEEAC : l'enjeu des nouvelles politiques des hydrocarbures.

35. « [Cinq raisons de désespérer d'un Gabon émergent en 2025](#) », *Gabon Review*, 26 septembre 2013.

B) Les défis de la transition politique

LES ENJEUX

L'enjeu de la transition touche au respect des différentes institutions démocratiques et à la possibilité pour les citoyens de contrôler les pouvoirs, d'en assurer l'équilibre pour la défense des droits fondamentaux de tous. L'émergence des classes moyennes est généralement associée à la montée des valeurs démocratiques, d'aspiration à une meilleure gouvernance, aux respects des libertés³⁶, etc. Ce qui suppose, pour les contextes marqués par l'autocratie, l'émergence d'une nouvelle élite politique. Déterminer dans quelle mesure les nouvelles classes moyennes pourraient favoriser ou porter le renouvellement de l'espace et des pratiques politiques, appelle un petit détour sur une typologie des élites en Afrique.

Il est utile de rappeler brièvement avec John O. Igué, la généalogie des élites africaines³⁷. Historiquement, on peut distinguer la génération des pères des indépendances africaines, qui constituent les élites nationalistes de l'ère de la décolonisation (petits instituteurs, cadres administratifs, petite bourgeoisie urbaine, militaires), vite rejoints par les élites d'entreprises (petits entrepreneurs, planteurs,..) et les élites intellectuelles (premiers universitaires et cadres académiques).

S'intégrant dans le cadre du monde bipolaire qui prévalait alors, ces élites se partagent schématiquement entre deux courants, celui des libéraux-capitalistes et celui des marxistes-léninistes.

Les deux courants ont cependant un dénominateur commun : l'exercice du pouvoir dans le cadre de régimes monopartites censés garantir la cohésion nationale des nouveaux États. Avec la fin du système bipolaire et le retour au multipartisme, au début des années 1990, les différentes composantes de ces élites se partagent le pouvoir, à quelques exceptions³⁸ près, dans un contexte de crise post-ajustements structurels. Dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne, le mélange des élites (militaires, élites d'entreprises, élites intellectuelles, etc.) dans des gouvernements composites n'a pas toujours permis de dégager la plus-value du retour à la démocratie multipartite, en raison notamment d'un contexte fragilisé par la crise économique et l'endettement des États.

Le contexte des années 2000 est quant à lui marqué par le consensus au sein des élites sur le modèle libéral et l'économie de marché³⁹, le resserrement des échanges avec les pays émergents, et la revalorisation du rôle géopolitique du continent africain, ainsi que par un cycle de croissance économique soutenue.

36. [The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa](#), Banque africaine de développement, avril 2011.

37. John O. Igué, « [Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ?](#) », *Revue internationale de politique de développement*, janvier 2010.

38. Les pays de l'Observatoire sont justement parmi ceux qui échappent à une véritable alternance et connaissent, dans le cas de la Guinée équatoriale, un système autocratique sans opposition concurrentielle d'envergure pour contester le monopole du pouvoir.

39. À noter que nombre de leaders politiques actuels sont issus des structures financières internationales : Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) a été directeur Afrique à la FMI, Ellen Johnson Sirleaf (Liberia) est une ancienne cadre de la Banque mondiale et de la Citibank, Thomas Boni Yayi (Bénin) a présidé la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

Ce contexte est en principe plus en phase avec le profil et les caractéristiques des classes moyennes ouvertes et attachées aux libertés et principes de l'économie de marché, à l'amélioration du climat des affaires et opposé au monopole de l'État en matière économique⁴⁰.

Toutefois, la capacité des classes moyennes à questionner le mode d'exercice du pouvoir et particulièrement la gestion patrimoniale de l'État, dépend aussi des trajectoires nationales et du degré d'autonomie des nouvelles classes émergentes par rapport aux acteurs de l'espace politique. Cette autonomie est aussi fonction des modes de structuration des nouveaux acteurs et du degré d'hégémonie exercé par l'appareil d'États et ses acteurs. La spécificité des contextes nationaux offre ici une diversité de cas de figure.

D'une manière générale, la mobilisation et l'influence politique des acteurs des classes moyennes peut se décliner dans les différentes formes de groupes et organisations de la société civile – ONG, groupements corporatistes et professionnels, médias communautaires et indépendants, etc. – qui, dans certaines situations peuvent exercer un véritable rôle de contrepouvoir, en se constituant en groupe d'intérêts⁴¹.

Les classes moyennes assument ainsi les deux principaux rôles endossés par les acteurs de la société civile : le rôle de censeur, qui consiste à interpeller et à adresser des mises en garde à l'État contre les entorses à la démocratie, aux droits humains, etc. ; et le rôle d'animation des mouvements sociaux, qui consiste en la prise en charge d'activités pour pallier à l'absence de l'État.

Cependant, l'intervention des acteurs des classes moyennes peut se faire plus directe dans le champ politique, en prenant la forme des rapports clientélistes liant certains leaders d'entreprises aux dirigeants politiques. Les processus démocratiques, par leur contexte de compétition, restent très onéreux en termes de ressources pour la mobilisation politique, notamment électorale⁴². Seuls les opérateurs économiques disposent généralement des moyens financiers qui font défaut à certains acteurs politiques pour l'organisation de leur élection. Au Bénin, en 2006, un opérateur privé actif dans le secteur cotonnier, avait été le principal financeur de la campagne du président Thomas Boni Yayi. Sous son prédécesseur, Mathieu Kérékou, l'homme d'affaire Séfou Fagbohoun, présent dans l'agroalimentaire, le pétrole et les télécommunications, avait régulièrement contribué au financement de ses campagnes électorales⁴³. En récompense, il reçut de l'État la gestion de la Société nationale de commercialisation des produits pétroliers (SONACOP).

Ainsi, selon les spécificités des contextes et en raison de l'hétérogénéité des classes moyennes, tous les segments ou composantes des classes moyennes ne remplissent pas le même rôle et n'adoptent pas la même posture.

- Au Cameroun, les classes moyennes issues de l'élite politique hégémonique, côtoient les classes moyennes issues des traditions de l'entrepreneuriat privé, en dehors du giron de l'État.
- Au Congo-Brazzaville, les classes moyennes sont essentiellement issues du giron du parti présidentiel.

40. [The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa](#), Banque africaine de développement, avril 2011.

41. John O. Igué, « Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ? », Revue internationale de politique de développement, 2010.

42. *Idem*.

43. *Ibidem*.

- Au Gabon, les classes moyennes sont issues du parti hégémonique et de sa dissidence.
- Enfin en Guinée équatoriale, le parti hégémonique ne laisse que peu d'espace à l'expression échappant à son pouvoir.

D'une manière générale, les enfants des différentes catégories d'entrepreneurs africains sont formés dans les meilleures universités et les prestigieuses écoles commerciales des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, et reviennent sur le continent pour contrôler les secteurs des banques, de l'assurance, de la microfinance et du négoce.

LES TRAJECTOIRES

Cameroun

Le climat politique au Cameroun est suspendu à la question de la succession de Paul Biya (81 ans), et marqué par la lassitude croissante de la jeunesse et d'une partie de la classe moyenne, qui se manifeste à travers la multiplication des organisations de la société civile (OSC) de plus en plus intransigeantes. Leur mobilisation au sein des nouvelles formations politiques, pourraient également constituer, en 2018, année électorale (présidentielle, sénatoriale, législative, municipale) un levier de turbulence.

Parmi les nouvelles figures politiques remettant en cause la sclérose du système camerounais, on peut citer Josua Osih et Jean Michel Nitcheu, quadragénaires et hommes d'affaires, tous deux responsables régionaux (dans le littoral) du *Social Democratic Front* (SDF), et figures de proue de l'opposition dont les appels à manifestations (grève, marches pacifiques) ont contraint le pouvoir à proposer un projet de loi sur le code électoral au Cameroun en 2010. Quelques mois plus tard, sous la pression des leaders d'opinion⁴⁴ – comme les artistes Joe la Conscience, Lapiro de Banga, Longuè Longuè ou le jeune Valséro, Mboua Massock – et du SDF, le gouvernement acceptait, pour la transparence électorale, l'introduction des urnes en verre transparent, le remplacement de l'ONEL (Observatoire national des élections) par l'ELECAM (*Election's Cameroon*), l'introduction de la biométrie en 2013, etc.

Cependant, ils ont échoué à faire reculer le gouvernement, lors de la marche du 23 février 2011 à Douala, demandant l'invalidation de la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle d'octobre de la même année. Vice-président du SDF depuis 2008, Josua Osih a remporté un siège au parlement lors des législatives d'octobre 2013, et serait pressenti pour succéder au leader historique du parti, John Fru Ndi, âgé de 72 ans. Josua Osih en appelle à la mise en place du Conseil constitutionnel pour gérer les risques d'une vacance de pouvoir au Cameroun.

Congo-Brazzaville

La révision de la Constitution du 20 janvier 2002 est au cœur des débats depuis le début de l'année 2014. Trois tendances s'affrontent dans les médias et les lieux publics :

- La première tendance est celle du statu quo. Elle est soutenue par les partis de l'opposition réunis au sein du Mouvement citoyen pour le respect de l'ordre constitutionnel. Elle estime qu'une alternance démocratique est prévisible pour 2016.
- La deuxième tendance prône le changement de la Constitution. Elle se manifeste à travers l'instrumentalisation des sages des départements, les campagnes des ministres dans les médias au sujet de la constitution actuelle et la mise en place de clubs de jeunes pour le changement de la Constitution.

44. Les mêmes avaient déjà mené, en 2008, une campagne de dénonciation de la modification de la Constitution.

- La dernière tendance est favorable à la révision ou modification de la constitution. Elle est soutenue par des opposants modérés et les partis de la majorité. Le 24 avril 2014, deux membres d'un parti de l'opposition, le Rassemblement des jeunes patriotes, Blaise Nkombé et Albert Mberi ont été arrêtés parce qu'ils portaient des tee-shirts estampillés « Touche pas à la Constitution de 2002 ». Les forces de l'ordre ont justifié cette arrestation par des motifs d'incitation à la violence. 2016 pourrait constituer une année de tous les dangers.

Les jeunes et les classes moyennes ont été au centre des mutations politiques survenues au Congo depuis la fin des années 1990. Au-delà de la lutte des classes aînés/cadets ayant marqué le jeu politique, on assiste à l'émergence de personnalités plus jeunes dans la sphère de prise de décision (Parlement, gouvernement, institutions républicaines).

Les derniers scrutins organisés dans le pays ont été marqués par la montée en puissance de candidats d'ouverture. Il s'agit notamment de Jean Ebina (47 ans, homme d'affaires et scientifique), Nicéphore Antoine Fylla Saint-Eudes (ex-député du Parti congolais du travail, énarque, docteur en sciences politiques et ancien PDG de la SARIS, compagnie sucrière franco-congolaise), Bertin Pandi-Ngouari (quadragénaire, capitaine de gendarmerie), etc. Parmi les 139 élus de l'Assemblée nationale, 65 % sont issus des partis de la majorité et de l'opposition, mais aussi des candidats indépendants.

Gabon

Depuis son élection, le président Ali Bongo a placé son mandat sous le thème de l'émergence. L'émergence économique du continent justifie la mobilisation des investissements et l'organisation de nombreux forums économiques dans la sous-région. Le *New York Forum Africa*, à Libreville, et le *Forum Forbes Afrique*, à Brazzaville, sont conçus comme des lieux d'échanges entre décideurs, dirigeants, entrepreneurs et personnalités de référence du monde économique, politique et culturel international, ayant un intérêt pour l'Afrique et son développement. En dépit de la participation de personnalités internationales prestigieuses, ces rencontres demeurent la cible des critiques d'organisations de la société civile locale qui y voient des opérations de prestige pour les chefs d'État gabonais et congolais, sans retombées réelles pour la population⁴⁵. Ces initiatives, en partie inspirées par des expertises extérieures⁴⁶, ne permettent pas toujours d'identifier la contribution des acteurs locaux, économistes, analystes ou chercheurs⁴⁷.

Sur le terrain politique, en dépit de la constitution d'une nouvelle plateforme d'opposition⁴⁸ – le Front uni de l'opposition pour la démocratie et l'alternance créé en juillet 2014 et rejoint par J. Ping, l'ancien Président de la commission de l'Union africaine et baron du PDG – l'ensemble des acteurs politiques sont issus du parti dominant. Bien que la constitution de cette nouvelle plateforme rende plus concurrentiel le prochain scrutin présidentiel, il convient de souligner l'âge avancé de la plupart des leaders de cette plateforme.

Le maintien des présidents actuels d'institutions comme la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP) et la Cour constitutionnelle, qui ont joué un rôle important dans l'accession au pouvoir d'Ali Bongo Ondimba en 2009, est perçu dans l'opposition comme un signe

45. [New York Forum Africa: quel est son apport concret pour le Gabon?](#), RFI, 25 mai 2013.

46. « [Émergence : qui conseille les pays africains ?](#) » *Jeune Afrique*, 10 juin 2014.

47. « [Forbes Afrique : Les classes moyennes au "Davos" de Brazzaville](#) », *CongoNews-Brazzaville*, 28 juillet 2013.

48. Le Front uni de l'opposition regroupe tous les acteurs majeurs de l'opposition gabonaise décidés à présenter un candidat unique en 2016.

d'une stratégie de passage en force du président sortant aux prochaines élections.

Guinée équatoriale

Au regard des possibilités d'expression d'une classe moyenne autonome et d'affirmation de la jeunesse, la Guinée équatoriale demeure le cas le plus singulier de la sous-région par l'atrophie de son espace politique. En dépit du multipartisme formel inscrit dans ses institutions, la situation réelle du pays s'apparente à celle d'un régime à parti unique⁴⁹. Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), dirigé par le président Theodore Obiang Nguema, jouit d'un quasi-monopole en termes d'exercice du pouvoir, de financements et d'accès aux médias nationaux, tandis que les opposants politiques sont soumis à de lourdes restrictions⁵⁰. Les autorités ont par ailleurs l'habitude de réprimer les opposants avant les élections, invoquant souvent des raisons de sécurité et des tentatives de coup d'État. Les pressions diverses exercées sur les leaders de l'opposition prennent notamment la forme d'arrestations arbitraires et de manœuvres de harcèlement. Depuis les élections législatives et locales de mai 2013, un seul parti d'opposition, la Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), occupe un unique siège à la Chambre des députés, ainsi qu'un autre au Sénat, et compte 5 conseillers municipaux.

Le seul mouvement de contestation populaire récent, à l'intérieur du pays, est né avec la création du Parti de la justice sociale (PJS), parti d'opposition interdit par le pouvoir équato-guinéen et qui a été à l'origine d'un projet de manifestation, le 15 mai 2013, qui visait à obtenir sa reconnaissance. Le gouvernement avait réagi en déployant d'importantes forces de police et en incarcérant les organisateurs – notamment les deux fondatrices de ce nouveau parti, Clara Nsegue Eyí et Natalia Angue Edjodjomo – elles-mêmes originaires de Mongomo, comme la famille du président⁵¹. Ces interpellations s'inscrivaient dans la vague d'arrestations de militants précédant les élections générales de mai 2013. Le 8 mai 2013, en effet, Enrique Nsolo Nzo, professeur de Sciences politiques à l'UNGE (Université nationale de Guinée équatoriale) a été arrêté, alors qu'il préparait une banderole pour la manifestation avec un groupe d'étudiants. Libéré plus tard ce jour-là sans avoir été inculpé, Enrique Nsolo Nzo a depuis été licencié de son poste.

En janvier 2014, une nouvelle plate-forme politique d'opposition, la CORED (Coalition d'opposition pour la restauration d'un État démocratique), a été créée et regroupe des opposants équato-guinéens issus de 13 partis et associations exilés dans plusieurs pays (États-Unis, Canada, France, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Gabon et Cameroun). On ne peut cependant parler d'une cristallisation tangible d'un mouvement de masse. Comme dans d'autres pays sur le continent, le phénomène de prolifération des partis politiques touche aussi la Guinée équatoriale. Et plusieurs de ces partis se réduisent à la personne de leur propre fondateur.

Le processus du multipartisme a été lancé en Guinée équatoriale au moment même où les entreprises nord-américaines découvraient les premiers gisements pétroliers. Depuis lors, Théodore Obiang Nguema dispose de ressources financières suffisantes pour ne plus devoir se soumettre aux exigences de partenaires occidentaux. Le pays s'est alors en partie rapproché des partenaires moins sourcilleux en matière de respect des droits de l'homme.

La gouvernance d'Obiang Nguema est fondée sur une logique clientéliste. En ouvrant son pays aux investisseurs étrangers, Obiang dispose désormais des ressources financières lui permettant

49. Note n°4, Monographie de la Guinée équatoriale, 25 janvier 2014.

50. [La Guinée équatoriale s'en prend à l'opposition à l'approche des élections](#), Amnesty international, 15 mai 2013.

51. « [Liberada la activista Clara Nsegue Eyí después de casi cinco meses encarcelada sin cargos ni juicio](#) », *El Confidencial de Guinea Ecuatorial*, 10 octobre 2013.

d'entretenir de nombreux « courtisans ». La Guinée équatoriale détient aujourd'hui 50 % des fonds de la CEMAC, ce qui lui confère une importance diplomatique et économique majeure dans la sous-région⁵². Par ailleurs, le gouvernement met en place d'ambitieux projets de construction comme l'édification d'une nouvelle ville de 200 000 habitants en zone forestière (Oyala), ville à vocation universitaire, touristique et industrielle⁵³. Le gouvernement mise sur la construction d'infrastructures pour justifier une politique d'investissements lourds, parfois en déconnexion avec les besoins immédiats de la population. À l'instar de la cité de Sipopo, où ont été construites 52 villas luxueuses pour héberger les chefs d'État lors du Sommet de l'Union africaine en 2011.

En juillet 2014, des rumeurs d'une manifestation estudiantine réprimée ont circulé sans être confirmées. En attendant, en guise de transition politique en Guinée équatoriale, seul le schéma d'une succession intrafamiliale, qui mettra inmanquablement en compétition plusieurs fils du président d'Obiang susceptibles d'y prétendre, notamment le vice-président Theodorin ou son frère, le ministre du pétrole Gabriel Mbega Obiang Lima, reste plausible...

CONCLUSION

Le continent africain compte la population la plus jeune au monde. Et, selon les estimations, cette population devrait doubler d'ici 2045. La prédominance démographique des jeunes est la conséquence de taux de fécondité élevés, couplés à l'amélioration constante des taux de survie infantile.

À la suite d'une croissance économique soutenue, au cours de ces dix dernières années, les pays africains ont également connu de profondes mutations sociales caractérisées notamment par l'émergence d'une classe moyenne dynamique, en passe de devenir le levier de l'essor économique du continent. Sa demande grandissante en biens de consommation divers est aussi la source d'un intérêt renouvelé des firmes transnationales pour le marché africain.

Cependant, la montée des classes moyennes soulève un double enjeu dans deux domaines principalement :

Dans **le champ économique**, tout d'abord, l'enjeu est celui des retombées de l'émergence en termes d'intégration sociale et de réduction de la pauvreté. En effet, si l'Afrique ne parvient pas à créer suffisamment d'opportunités économiques et d'emplois pour cette population en plein essor, sa dynamique démographique pourrait vite engendrer des risques et des menaces pour la cohésion sociale et la stabilité politique. En cause, son ratio de dépendance démographique, qui désigne le rapport entre l'effectif des individus qui dépendent des autres pour leur vie quotidienne et l'effectif des individus en mesure d'assumer la charge des individus dépendants.

Une population active plus nombreuse et moins de jeunes à charge représente pour un pays, l'opportunité d'investir davantage dans l'amélioration des services de santé et la qualité de l'éducation, de renforcer la productivité économique par des investissements dans la technologie et les compétences.

La modération du taux de fécondité, accompagnée de l'évolution ultérieure de la structure par âge de la population, sous l'effet d'investissements stratégiques dans la santé, l'éducation, la politique économique et la gouvernance, constitue le dividende démographique, un enjeu central du débat

52. Note n°4, Monographie de la Guinée équatoriale, 25 janvier 2014.

53. « [Guinée équatoriale - BTP : Oyala, la folie des grandeurs](#) », *Jeune Afrique*, 14 mai 2012.

sur l'émergence économique des sociétés.

Dans **le champ politique**, par contre, l'enjeu est celui de la contribution des classes moyennes à l'alternance et au renouvellement de la culture politique, notamment dans les contextes de systèmes autocratiques.

Les bénéfices d'une classe moyenne émergente ne se limitent pas en effet au seul domaine économique. Les classes moyennes constituent également un important facteur de développement politique. Leur émergence est généralement associée à la montée des valeurs démocratiques, d'aspiration à une meilleure gouvernance et aux respects des libertés, etc.

Les observations empiriques démontrent, dans de nombreux cas, une corrélation entre l'affirmation des classes moyennes et l'impulsion en faveur d'une meilleure gouvernance, en plus du lien reliant la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Toutefois, la capacité des classes moyennes à questionner le mode d'exercice du pouvoir et à insuffler des nouvelles pratiques dépend de plusieurs paramètres dont, la spécificité de l'histoire d'un pays, sa structuration économique et sociale, et surtout le degré d'autonomie des nouvelles classes émergentes par rapport aux acteurs de l'espace politique.

D'une manière générale, cependant, les sociétés africaines, travaillées par des mutations multiples, portées par une ouverture accrue aux dynamiques culturelles transnationales, et aux impacts de la révolution numérique, connaissent aussi une érosion graduelle du monopole des États sur les différents domaines de la vie collective.

Ainsi, en dépit de la persistance des pratiques clientélistes pouvant impliquer des acteurs cooptés dans les classes moyennes, l'hétérogénéité des acteurs ouvre aussi les sociétés africaines à des logiques d'émergence de contre-pouvoirs impossible à juguler.

Les turbulences du « printemps burkinabé de 2011 », à la suite du « printemps arabe » dans le nord du continent, constituent des précédents et référents plausibles, pour l'expression des demandes sociales multiples que portent les sociétés africaines, si d'autres voies d'expression venaient à manquer.

Les prochaines échéances électorales seront déterminantes : la jeunesse et les classes moyennes y joueront une part importante.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Charly Gabriel Mbock, « Vieillesse et pouvoir : un rapport d'usage ou d'usure ? », *Les Cahiers de Mutations*, n° 46 de septembre 2007, p. 17.
- Laurent Charles Boyomo Assala, « Antagonisme jeunes loups contre vieux briscards : du jeunisme et de l'âgisme comme idéologies postmodernistes », *Les Cahiers de Mutations*, n° 46 de septembre 2007, p. 14.
- Luc Sindjoun, « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique africaine*, n° 62, juin 1996, p. 57-67.
- Robert Nantchouang, « La violence en zone urbaine en période de crise économique au Cameroun », *Enjeux*, n° 2, janvier-mars 2000, p. 10.

Auteurs :

Jean Delors Biyoque Bi Ntougou
Michel Luntumbue
Estanislas Ngodi
Alphonse Zozime Tamekamta

Coordination scientifique :

Michel Luntumbue

Les idées et opinions exprimées dans cette note n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le ministère de la Communauté française de Belgique. Créé en 1979, le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité. Il souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr, en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. <www.grip.org>